

Dix ans de retard contre la traite des femmes

EUROFOOT | coalition d'associations veut profiter du coup de projecteur de l'Euro 08 pour sensibiliser population et autorités.

MARC ISMAIL, BERNE | 01 Février 2008 | 10h39

Les plus optimistes veulent encore y croire, la Suisse sera championne d'Europe de football en juin prochain. Une chose est sûre cependant, elle semble encore loin du titre en matière de lutte contre la traite d'êtres humains. Et donc a fortiori des femmes, puisqu'elles représentent, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 80% des victimes d'un trafic qui génère 35 milliards de dollars de bénéfice par an. Alors que la Convention du Conseil de l'Europe contre la traite des êtres humains entre en vigueur aujourd'hui, la Suisse ne fait toujours pas partie des signataires. Contrairement à l'Autriche, coorganisatrice de l'Euro, et 37 autres pays européens.

Un retard qu'une coalition de 25 organisations — ONG, syndicats ou associations religieuses; — réunies sous la bannière «Euro 08 contre la traite des femmes», entend rattraper par une importante campagne de sensibilisation qui débutera le 8 mars prochain, Journée internationale de la femme. «Nous ne parlons pas d'un lien entre l'Euro et la traite des femmes, tient à préciser d'emblée Yvonne Zimmerman, coordinatrice de la campagne. La traite des femmes, c'est tous les jours. Si nous ciblons sur l'Euro, c'est pour informer le grand public de cette grave violation des droits humains et ainsi faire de la prévention.» A coups d'affiches, de spots publicitaires et de manifestations diverses avant et pendant le tournoi, la campagne visera avant tout à sensibiliser le grand public à un phénomène dont la prostitution n'est que l'une des facettes.

Dix femmes par jour

Une facette que ni milieux de défense des femmes ni services de police ne s'attendent à voir exploser durant l'Euro. «Bien sûr qu'il y a des femmes qui viennent ici pour travailler dans l'industrie du sexe, explique Yvonne Zimmerman. Mais quand nous parlons de la traite des femmes, nous parlons de fausses promesses provoquant la migration, de contraintes accompagnées de violence et d'une exploitation extrême.»

Parallèlement à la campagne d'information se déroulera une récolte de signatures pour inciter le Conseil fédéral à en faire davantage en matière de protection des victimes. «Dans le domaine, la Suisse a une bonne dizaine d'années de retard sur ses voisins, déplore Doro Winkler, coprésidente du comité de campagne. En Suisse, il faut qu'une femme en situation illégale porte plainte pour être protégée; or très peu osent le faire. Et la protection ne dure que tant que celle-ci sert à la justice. En Italie par exemple, les victimes sont protégées d'office.» Des craintes liées tant à la perspective d'être expulsées que de subir les représailles de ceux qui les exploitent. Ainsi, alors que l'Office fédéral de la police estime à une dizaine le nombre de femmes entrant quotidiennement en Suisse dans le cadre du marché du sexe, seules 28 condamnations liées à ces pratiques ont été prononcées en quatre ans.

D'importantes différences existent cependant entre les cantons. Sept d'entre eux, dont Fribourg est le seul représentant romand, ont ainsi mis en place des tables rondes entre tous les acteurs concernés. Des discussions qui ont porté leurs fruits, selon Doro Winkler. «Dans ces cantons, la police a cessé de voir en elle des clandestines, pour les considérer avant tout comme des victimes.»